

Bulletin d'histoire politique

Yves Frenette avec la collaboration de Martin Pâquet, Brève histoire des Canadiens français, Montréal, Boréal, 1998, 210 pages

Jacques Rouillard



Volume 8, numéro 2-3, hiver 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060226ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060226ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rouillard, J. (2000). Compte rendu de [Yves Frenette avec la collaboration de Martin Pâquet, Brève histoire des Canadiens français, Montréal, Boréal, 1998, 210 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 8(2-3), 391–393.
<https://doi.org/10.7202/1060226ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Yves Frenette avec la collaboration de Martin Pâquet, *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Boréal, 1998, 210 pages.

Cette courte synthèse des Canadiens français depuis la Nouvelle-France à nos jours se veut celle de la francophonie nord-américaine issue de la colonisation française en Acadie et sur les bords du Saint-Laurent. Comme il ne pouvait en être autrement, compte tenu des populations en cause, elle porte cependant largement sur l'histoire des Canadiens français du Québec. L'ouvrage survient à point nommé, car celui qu'il remplace le plus directement, *Brève histoire du Québec* de Jean Hamelin et Jean Provencher, commençait sérieusement à dater. Il s'imposait qu'un historien prenne la plume pour répondre au besoin d'un vaste public lecteur de connaître à grands traits les racines de la francophonie nord-américaine. Le volume, qui est issu d'un article substantiel de l'auteur sur les Canadiens français destiné à l'*Encyclopedia of Canadas' Peoples*, a été revu et augmenté et constitue une synthèse tout à fait recommandable.

Comparativement à la synthèse de Hamelin-Provencher, on peut déceler dans le choix de l'auteur les nouvelles tendances de l'historiographie depuis les trente dernières années, notamment l'insistance sur les phénomènes sociaux au détriment de l'histoire politique. Il y a un véritable effort pour nous présenter l'histoire des Canadiens français et non celle de ses élites. En général, un heureux équilibre est atteint, tant dans la présentation des diverses facettes de l'histoire que dans la place réservée aux minorités francophones du Canada et des États-Unis.

L'auteur s'est inspiré des meilleurs travaux en histoire du Québec, mais on peut regretter qu'il consacre à peine le quart de l'ouvrage à la période de 1918 à nos jours. Ce passé récent méritait bien davantage, surtout que le volume se retrouvera entre les mains de lecteurs dont l'objectif est de comprendre la société francophone actuelle. Tirant profit des acquis récents de l'historiographie, on notera avec satisfaction que l'auteur prend ses distances avec l'idée d'une francophonie unanimement rurale encadrée par un omniprésent clergé. En effet, il met notamment en relief le caractère libéral et démocratique des revendications des Patriotes, la mobilité continentale des francophones, leur urbanisation dès la fin du XIX^e siècle et la présence parmi eux d'une bourgeoisie d'affaires dès la première moitié du XX^e siècle. Ronald Rudin verra sûrement dans l'ouvrage un autre exemple de la tendance « révisionniste » qui caractérise, à son avis, la nouvelle génération d'historiens québécois. Ne serait-ce pas plutôt que ce courant, comme le manifeste la synthèse de Frenette, loin de vouloir occulter les tendances conservatrices de la société, reflète davantage sa diversité en s'appuyant sur des travaux mieux documentés ?

Cependant, le volume n'est pas sans affirmations qui nous font sourciller. L'auteur reprend l'interprétation qui veut que la Confédération soit un pacte entre deux nations, ce qui est loin d'être évident chez les Pères de la Confédération. La citation retenue du journal *La Minerve* en 1867 fait référence à la reconnaissance de la « nationalité canadienne-française » au Québec et non dans l'ensemble du Canada (p. 73). Par ailleurs, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'économie rurale est présentée comme reposant majoritairement sur une agriculture de subsistance (p. 77), alors que les agriculteurs québécois accroissent considérablement leur productivité et qu'ils se spécialisent dans l'industrie laitière. Enfin, je note quelques inexactitudes plus proches de mon domaine de spécialisation : les syndicats catholiques ne comptent pas les deux tiers des syndiqués québécois en 1931, mais le tiers (p. 151) et leurs aumôniers n'ont jamais eu droit de veto sur le déclenchement d'une grève (p. 158).

Enfin, soulignons que l'auteur dresse l'histoire du Canada français, une collectivité qui, écrit-il, « n'existe plus » depuis les années 1960 quand le noyau essentiel de cette communauté, les francophones du Québec, a cessé de s'identifier comme Canadiens français. Cette évolution a eu des conséquences dramatiques sur les minorités francophones à l'extérieur du Québec qui ont dû reconstruire leur référence identitaire autour d'une appartenance provinciale : Franco-Ontariens, Franco-Manitobains, Acadiens du Nouveau-Brunswick, etc. Le passage de l'identité canadienne-française à celle de québécoise n'a pas été senti douloureusement au Québec ; cette identité a plutôt davantage été accueillie comme prometteuse pour l'avenir. C'est pourquoi, ce sont plutôt les intellectuels francophones habitant le reste du Canada qui ont noté la disparition du Canada français et qui la mettent en relief. Yves Frenette, qui enseigne à Toronto, est de ceux-là à la suite de Gaétan Gervais, Roger Bernard et Joseph-Yvon Thériault.

Dans les dernières pages, l'auteur est amené à traiter de l'avenir de la francophonie canadienne, notamment du « grand défi » qui pèse sur les minorités francophones. Il se rend compte que l'assimilation fait des ravages, la moitié des Ontariens d'ascendance française, par exemple, ne parlant plus leur langue d'origine. Le combat pour la survie culturelle, écrit-il, continue d'être le fait d'une petite élite, alors que la majorité a bien d'autres priorités (p. 195). Les sources d'espoir qu'il met de l'avant, l'intégration des immigrants et les nouvelles technologies, apparaissent bien illusoire. La francophonie québécoise ayant du mal à attirer les immigrants, on comprend mal comment les minorités qui vivent dans un milieu ambiant anglophone peuvent y parvenir. De plus, les nouvelles technologies recèlent sans doute des promesses pour la diffusion de la culture française, mais elles comportent aussi de nombreuses menaces parce que dominées par nos voisins du Sud (Internet par exemple).

Enfin, l'auteur se demande si on doit toujours lier l'identité culturelle à la survie linguistique. Il donne l'exemple des collectivités francophones des États-Unis qui ont su garder leur identité culturelle tout en s'assimilant linguistiquement. Est-ce le sort qui guette les minorités francophones du Canada ? Perdre leur langue en espérant conserver leur culture. C'est un élément qui distingue fondamentalement les perceptions de la culture entre le Québec francophone et le Canada anglais. En général, les Canadiens anglais, les Américains aussi d'ailleurs, ne lient pas langue et culture, alors que les Franco-Québécois voient dans la perte de leur langue le signe d'une assimilation. Frenette ouvre la porte au postulat qui a cours au Canada anglais. C'est un élément révélateur.

Jacques Rouillard

Professeur, département d'histoire
Université de Montréal

«Utopies économiques», *AgonE*, n° 21.

Nous pouvons faire du monde un enfer — et nous en prenons le chemin. Nous pouvons aussi le transformer dans la direction opposée.

Herbert Marcuse

L'un des précurseurs du socialisme, Morelly, envisageait, il y a deux cent cinquante ans, que dans la société de l'avenir, les citoyens auraient droit au repos, à l'instruction, aux soins médicaux et aux pensions de vieillesse. On le prenait pour un original, sinon pour un fou. Pourtant, l'utopie d'hier est devenue la réalité d'aujourd'hui, du moins dans les pays capitalistes avancés. La revue *AgonE* de Marseille, en coédition avec Comeau et Nadeau, consacre son numéro 21 aux Utopies économiques. Débat sans doute nécessaire au moment où on célèbre la fin de l'utopie. Célébration intéressée, car on voudrait ensevelir l'espoir d'un monde meilleur, sous la dictature du marché et la rentabilité tous azimuts. Débat qui fait pièce au discours néo-libéral dominant qui cherche à disqualifier toute autre forme de pensée, et à nous faire croire que l'organisation sociale actuelle serait le produit nécessaire de lois naturelles éternelles et immuables, et par conséquent impossible à modifier.

Nous nous concentrerons sur un certain nombre de contributions (le numéro en contient plus de quinze) dont les auteurs proviennent d'horizons